Jay ROWELL

L'Etat totalitaire en action.

Les politiques du logement en RDA 1945-1989

RESUME DE LA THESE

Depuis 1989, l'historiographie du système politique de la RDA a été marquée par un retour en force du paradigme totalitaire qui a placé le parti, l'appareil policier et l'idéologie au cœur de l'analyse. Cette lecture de la RDA comme un système dominé de manière absolue par le parti ne fait que reproduire, bien qu'à partir d'autres prémisses théoriques et normatives, les formes d'objectivation que le système produisait sur lui-même. Or, il nous a semblé que cette conception d'une domination « déjà-là », reposant *in fine* sur la contrainte physique, ne permet pas d'appréhender d'autres dimensions de l'histoire politique et sociale plus « quotidiennes ».

L'examen des politiques du logement nous a permis de relativiser la portée de l'interprétation selon laquelle le Bureau politique constituait le seul centre d'impulsion décisionnel. D'une part, les politiques du logement sont redéfinies à plusieurs reprises entre 1945 et 1989 : l'objet matériel et social de l'intervention se déplace ; les problèmes identifiés, les objectifs et les solutions proposées varient fortement selon une conjoncture spécifique à ce domaine d'intervention. D'autre part, ce qu'on peut appeler de manière générique une politique du logement, se décline en RDA en une politique de l'offre fortement centralisée et une politique visant à réguler la demande, qui elle, n'est pas mise en forme par une institution centrale conduisant à un éclatement des compétences.

Nous avons placé au cœur de l'analyse les pratiques et les interactions qui permettent de restituer les incertitudes et les calculs des acteurs, les fluctuations de la valeur des ressources socialement constituées, ainsi que l'appropriation, la contestation et les arrangements concrets et quotidiens avec les techniques déployées à l'intérieur d'une organisation, entre deux organisations, ou entre une organisation et son public. Cette proposition d'ouvrir la « boîte noire de l'Etat », en étudiant les transactions et interactions dans leur contexte cognitif, institutionnel et social nous a conduit à réfléchir sur l'opportunité de faire un usage précautionneux d'un ensemble d'outils d'analyses forgés pour étudier les politiques publiques et la sociologie de l'Etat dans les systèmes pluralistes.

Dans la première partie, que nous avons appelée « les trois figures de la politique de construction » nous avons étudié les déplacements successifs du référentiel d'action dans les politiques de construction de logements (1950, 1955 et 1973). Le concept de référentiel, en tant que système de normes et de représentations produit par et dans l'interaction, permet une analyse plus sociologique des réseaux d'acteurs et de la relation entre les stratégies professionnelles, collectives et individuelles et la mise en problème d'un secteur d'intervention étatique. Dans cette partie, nous avons montré de quelle manière (et jusqu'à quel point) les réorientations successives des politiques de construction sont tributaires des logiques de concurrence pour l'appropriation de la reconnaissance sociale et politique des compétences techniques et sociales spécialisées.

La deuxième partie, intitulée « le centralisme revisité » présente un glissement de l'objet et du principe fédérateur, en plaçant les politiques d'attribution de logements et la structuration des rapports de domination entre le centre et la périphérie au cœur de l'analyse. Cette partie vise à sonder la portée et les limites des textes normatifs et des catégories statistiques dans la structuration des rapports entre les institutions du centre et de la périphérie. En l'absence d'une institution capable d'imposer une vision unifiée des objectifs et des moyens en matière d'accès aux logements, la fabrication d'un texte normatif (le décret de décembre 1955) dans un long

processus de négociation entre les ministères et les collectivités territoriales, entérine et stabilise la diversité des pratiques mises en place par des acteurs concurrents dans la première décennie après la fin de la Guerre. Cet éclatement du pouvoir distributif et la diversité des catégories de population privilégiées par chaque filière d'accès au logement permet de comprendre les mécanismes de l'accès différentiel aux biens convoités qui s'éloignent fortement des intentions déclarées de la politique d'attribution.

La troisième partie, intitulée « la dynamique périphérique » privilégie les transactions entre les acteurs institutionnels périphériques à la fois dans la relation avec les institutions centrales et dans leur perméabilité aux logiques sociales. Nous avons intégré la « périphérie » dans le cadre de l'analyse à la fois comme point d'observation et comme espace d'action ayant des règles spécifiques modelées par les rapports au centre politique et les interactions avec les différents publics ciblés par l'action. A partir de l'étude du *Bezirk* et de la ville de Leipzig nous avons démontré l'existence d'une « pacification » des rapports entre l'appareil du SED d'un côté, et les entreprises et administrations du *Bezirk* et des communes de l'autre, avec la mise en place de circuits d'échange visant à maximiser l'accès aux ressources distribuées par le centre politique. Dans un deuxième temps nous avons montré comment l'utilisation des auxiliaires administratifs comme relais au sein de la population dépendait de la mise en place d'une économie de rétribution dans laquelle les « bénévoles » conditionnaient leur mobilisation à l'obtention de biens symboliques et matériels. Enfin, à travers l'analyse des usages individuels et étatiques des *Eingaben*, sorte de pétition individuelle, nous avons montré d'une part comment les scripteurs construisent un rapport particulier à l'Etat en jouant sur les espaces interstitiels et d'autre part, comment les destinataires pouvaient mobiliser cette parole pour rappeler à l'ordre un subalterne au sein du dispositif étatique.

CURRICULUM VITAE

Jay Rowell

J.Rowell@wanadoo.fr

Langues vivantes

Anglais: Langue paternelle

Allemand: Langue maternelle

Français: Courant

Formation universitaire

1996-2000

Laboratoire de Sciences Sociales à l'EHESS-ENS.

ALLOCATAIRE DE RECHERCHE : PROGRAMME EUROPE DU CNRS (1996-1999)

Thèse : « L'Etat totalitaire en action. Les politiques du logement en RDA 1945-1989 » sous la direction de Monsieur Michel Offerlé. Thèse soutenue le 4 janvier 2001. Mention très honorable avec les félicitations du jury accordées à l'unanimité : proposition pour un prix de thèse.

1995-96

Laboratoire de Sciences Sociales à l'EHESS-ENS.

Diplôme DEA de sciences sociales. Mention « Très bien »

Mémoire « Logiques politiques et sociales dans un État 'totalitaire': L'exemple des politiques du logement en RDA 1945-1989 » sous la direction de Monsieur Michel Offerlé.

1994-95

Institut d'Études Politiques de Paris.**Diplôme** DEA d'études politiques, sociologie politique. Mention « Bien »**Mémoire** « Le stigmat, les stratégies identitaires et la nation dans les nouveaux *Länder* de l'Allemagne unifiée » sous la direction de Monsieur Alain Lancelot.**1992-94****Institut d'Études Politiques de Paris.****Diplôme** Lauréat, CRH, filière Recherche et Enseignement- science politique.**Mémoire** « Les élections de 1990 en RDA: Éléments d'une explication du résultat électoral du SPD au Brandebourg » sous la direction de Madame Anne-Marie Le Gloannec.**1988-92****Duke University, Durham, NC., États-Unis.****Diplôme** B.A. en science politique et histoire, Mention en science politique**Mémoire** « Far right Parties in Great Britain, Germany and France: a comparative analysis » sous la direction de Monsieur James BARBER.**Experiences de recherche et d'enseignement****1999- 2001:** ATER : Université de Paris I, UFR de science politique.

- Chargé de travaux dirigés en droit constitutionnel, DEUG (première année)
- Chargé de travaux dirigés en méthodologique, DEUG (première année)
- Chargé de travaux dirigés en systèmes politiques comparés, DEUG (deuxième année)
- Chargé de cours : introduction aux institutions européennes, Licence

1998- 1999: Université de Paris X-Nanterre.

- Chargé de travaux dirigés en sociologie politique, DEUG (deuxième année)

1996- 2000: Membre du groupe de recherche sur l'histoire locale au Laboratoire de sciences sociales de l'EHESS/ENS. Travaux portant sur les politiques culturelles et le tourisme.**1994- 96:** Assistant de recherche au Centre d'études des politiques d'immigration, d'intégration et de la citoyenneté à l'I.E.P. de Paris.**1993- 94:** Chargé de TD d'initiation à la sociologie politique pour étudiants américains des universités de Duke et de Cornell.**Publications**

« Les relations du travail à l'épreuve de l'unification allemande », Documents du travail du CEVIPOF n°62, 1995, 23 p.

Traduction de l'entretien avec Jack Goody, « Curiosités d'anthropologue » *Politix*, n°34, 1996, p.204-221.« Qui a profité de l'unification allemande », *Le Monde diplomatique*, n°517, avril 1997, p.20-21.Note de lecture: H.Mommsen, M.Grieger, *Das Volkswagenwerk und seine Arbeiter im Dritten Reich, Genèses*, n°29, décembre 1997, p.164-166.« Les usages individuels et étatiques des 'Eingaben' en RDA », *Cahiers du Centre Marc Bloch*, n°16, 1999, p.67-84,« Classes et classements dans les pratiques administratives de la RDA », *Raisons politiques*, n°2, 1999, p.67-92.« Le 'tournant' de 1989 et l'historiographie de la RDA : Réflexions sur l'étonnant retour de la problématique totalitaire », *Politix*, n°47, 1999, p.131-150.« Les politiques culturelles et la 'raison' socio-spatiale », p.28-53 in *La noblesse d'une ville*, Rapport pour la Mission du Patrimoine Ethnologique, Laboratoire de Sciences sociales de l'EHESS/ENS, février 2000.

« Tourisme et histoire locale: Un nouveau répertoire de la politique culturelle? », p.312-345, in *La noblesse d'une ville*, Rapport pour la Mission du Patrimoine Ethnologique, Laboratoire de Sciences sociales de l'EHESS/ENS, février 2000.

S. Baciocchi, G. Laferté, O. Le Guillou, J. Rowell, « La carrière d'un historien local: entre entreprise touristique, érudition et patrimoine », in A. Bensa, D. Fabre (dirs), *Histoires Locales*, Paris, MSH / Mission du patrimoine ethnologique, 2001, (à paraître)